



RETURN BIDS TO : - RETOURNER LES SOUMISSION À:

**Canada Revenue Agency
Agence du revenu du Canada**
See herein / Voir dans ce document

Proposal to: Canada Revenue Agency
We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein and/or attached hereto, the goods and/or services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition à : l'Agence du revenu du Canada
Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, en conformité avec les conditions énoncées dans la présente incluses par référence dans la présente et/ou incluses par référence aux annexes jointes à la présente et ci-jointes, les biens et/ou services énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Bidder's Legal Name and Address - (ensure the Bidder's complete legal name is properly set out)
Raison sociale et adresse du Soumissionnaire - (s'assurer que le nom légal au complet du soumissionnaire est correctement indiqué)**

Bidder is required to identify below the name and title of the individual authorized to sign on behalf of the Bidder – Soumissionnaire doit identifier ci-bas le nom et le titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire

Name /Nom

Title/Titre

Signature

Date (yyyy-mm-dd)/(aaaa-mm-jj)

(____)_____
Telephone No. – No de téléphone

(____)_____
Fax No. – No de télécopieur

E-mail address – Adresse de courriel

AMENDMENT TO REQUEST FOR PROPOSAL / MODIFICATION DE DEMANDE DE PROPOSITION

Title – Sujet Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction	
Solicitation No. – No de l'invitation 1000340047	Date 19 Mars 2018
Amendment No. - N° modif. 001	
Solicitation closes – L'invitation prend fin on – le (April 19, 2018) at – à 2:00 P.M. / 14 h	Time zone – Fuseau horaire EDT/HAE Eastern Daylight Time/ Heure Avancée de l'Est
Contracting Authority – Autorité contractante Name – Nom - Henrik Schwerdtfeger Address – Adresse - See herein / Voir dans ce document E-mail address – Adresse de courriel - See herein / Voir dans ce document	
Telephone No. – No de téléphone (613) 608-6997	
Fax No. – No de télécopieur (613) 948-2459	
Destination - Destination See herein / Voir dans ce document	
THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT. LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.	



MODIFICATION no 001 À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

La modification à cette demande de soumissions est émise aux fins suivantes :

1. Répondre aux questions suivantes soumises durant la période de soumissions, conformément à la DDP.

1. QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1. Il est mentionné au point 1.4 SÉANCE DE COMPTE RENDU DES SOUMISSIONNAIRES du document Demande de Proposition #1000340047 pour un Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction qu'il est possible d'avoir le compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Est-ce possible d'avoir ce compte rendu ?

R1. Les soumissionnaires devraient faire la demande à l'autorité contractante dans les dix jours civils suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions.

Conformément aux instructions uniformisées 2003 révisées pour la partie 5, intitulée « Présentation des soumissions », les soumissions seront valables pendant au moins 120 jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions. À moins que l'ARC ne demande une prorogation, il est prévu que toutes les étapes de l'évaluation seront suivies et qu'un contrat sera attribué au cours de la période de validité des soumissions.

Q2 : Aux fins de confirmation – accepterez-vous les soumissions électroniques?

R2 : Non. Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées.

Q3 : Est-ce qu'un autre fournisseur a discuté avec l'Agence avant le lancement de cette demande de propositions (DP)?

R3 : Aucun autre fournisseur n'a discuté avec l'Agence avant le lancement de la DP.

Q4 : Qu'est-ce qui a poussé l'Agence à chercher une autre solution?

R4 : L'entente actuelle qui a été conclue pour le Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction arrivera à expiration le 3 octobre 2018 et l'Agence du revenu du Canada a toujours besoin d'un tel portail.

Q5 : Qui a pris part à cette décision?

R5 : L'Agence a mis sur pied une équipe composée de spécialistes techniques et de spécialistes en approvisionnement afin de nous procurer le Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction.

Q6 : Un budget a-t-il été alloué au projet? Le cas échéant, quelles sont ses limites?

R6 : Les détails sur le budget de ce projet ne seront pas communiqués.

Q7 : Combien d'utilisateurs seront visés par cette solution?

R7 : Le Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction compte environ 40 utilisateurs.

Q8 : Êtes-vous ouverts à l'idée d'opter pour une solution infonuagique?

R8 : La solution doit être un service hébergé et son centre de données doit être situé au Canada.

Q9 : À quelle date le contrat sera-t-il attribué et à quelle date le fournisseur en sera-t-il averti? Quand exactement auront lieu l'entente contractuelle et la signature du contrat?

R9 : Conformément aux instructions uniformisées 2003 révisées pour la partie 5, intitulée « Présentation des soumissions », les soumissions seront valables pendant au moins 120 jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions. À moins que l'Agence ne demande une prorogation, il est prévu que toutes les étapes de l'évaluation seront suivies et qu'un contrat sera attribué au cours de la période de validité des soumissions.

Q10 : Est-ce que les entreprises provenant de l'extérieur du Canada peuvent soumettre une proposition? (des compagnies de l'Inde ou des États-Unis, par exemple)



- R10 : Les entreprises provenant de l'extérieur du Canada peuvent répondre à la présente DP, mais toutes les données de l'Agence doivent demeurer au Canada en tout temps. De plus, les exigences en matière de sécurité liées à cette exigence doivent être respectées en tout temps. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section 7.6 Exigences en matière de sécurité et l'annexe A – Énoncé des travaux de la DP.
- Q11 : Est-ce qu'il faut se déplacer à cet endroit pour assister aux réunions?
- R11 : La majorité du travail s'effectuera sur le site de l'entrepreneur. À la demande de l'Agence, l'entrepreneur peut être tenu de travailler sur place, dans les installations de l'Agence, à Ottawa, Ontario, Canada, pour donner la formation sur l'utilisation du Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction en classe. Cette formation en classe unique n'aura aucun coût additionnel pour l'Agence. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section 11.1 Formation en classe sous l'annexe A – Énoncé des travaux de la DP.
- Q12 : Pouvons-nous effectuer les tâches (liées à la DP) à l'extérieur du Canada (p. ex., en Inde ou aux États-Unis)?
- R12 : Les tâches liées à la DP peuvent être effectuées à l'extérieur du Canada; cependant, les exigences en matière de sécurité liées à cette exigence doivent être respectées en tout temps. Toutes les données de l'Agence doivent demeurer au Canada en tout temps. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section 7.6 Exigences en matière de sécurité et l'annexe A – Énoncé des travaux de la DP.
- Q13 : Pouvons-nous soumettre les propositions par courriel?
- R13 : Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées.
- Q14 : Sous la section 6.2.11 Annotation (p. 39 à 55), vous affirmez que la fonction d'annotation du Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction doit fonctionner avec tous les formats de documents stockés dans le portail. Voici nos questions :
- Avec quels formats de fichiers la fonction d'annotation devrait-elle être compatible? PDF, autre?
 - Pouvez-vous fournir des captures d'écran de la façon dont la fonction d'annotation fonctionne dans la solution actuelle?
- R14a : Les annotations devraient être possibles dans tous les types de versions qui sont en mesure d'être téléchargés dans le portail. Par exemple, dans la solution actuelle, tous les téléchargements sont convertis en format PDF seulement.
- R14b : Veuillez consulter la saisie d'écran immédiatement ci-dessous :



- Q15 : Sous la section 8.1 CONTRÔLES DE SÉCURITÉ TECHNIQUES, aux points z.aa à z.gg (p. 44 de 55), vous demandez que l'application mette en œuvre une approche en matière de contenants de sécurité pour le stockage et la gestion à distance des renseignements stockés sur les appareils mobiles. Voici nos questions :
- Quels contenants de sécurité sont actuellement en place pour la solution actuelle?



b. S'attend-on à ce que le Portail en ligne sécurisé du Conseil de direction fournisse son propre serveur ou ses propres capacités de gestion pour le contenant de sécurité, ou doit-il intégrer une solution de gestion de conteneurs de sécurité existante déjà en place?

R15a : À l'heure actuelle, l'Agence n'a pas de contenant de sécurité pour la solution actuelle.

R15b : On s'attend à ce que le portail fournisse son propre serveur ou ses propres capacités de gestion pour le contenant de sécurité OU soit en mesure d'intégrer l'équivalent d'un tiers.

Q16 : Je suis tombé sur votre demande de propositions pour le Portail en ligne sur Biddingo. Je me demandais si vous étiez à la recherche d'une solution personnalisée conçue selon vos spécifications ou si vous recherchiez plutôt quelque chose de prêt à l'emploi.

R16 : L'Agence du revenu du Canada souhaite se procurer une solution commerciale prête à l'emploi.

TOUTES AUTRES MODALITÉS DU CONTRAT DEMEURENT SANS CHANGEMENT.